

Réponse à la consultation publique : Attribution d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Inmarsat Global Limited pour établir et exploiter un réseau ouvert au public du service fixe par satellite afin de fournir des services de communications pour des stations terriennes installées sur des plateformes mobiles (ESOMPs)

Direction Mobile et Innovation

Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse

14, rue Gerty Archimède, CS 90410 75613 Paris Cedex 12

Viasat, Inc. apprécie l'opportunité de contribuer à la consultation publique de l'ARCEP visant à autoriser Inmarsat Global Ltd à établir et exploiter un réseau ouvert au public du service fixe par satellite afin de fournir des services de communications pour des stations terriennes installées sur des plates-formes mobiles (ESOMPs) sur le territoire dont l'ARCEP est l'attributaire. Ce réseau utilisera des fréquences dans les bandes 27,5-30,0 GHz (sens Terre vers espace) ainsi que dans les bandes 17,3-20,2 GHz (sens espace vers Terre).

Inmarsat Global Ltd est titulaire d'une licence d'utilisation de fréquences radioélectriques pour des services fixes par satellite en vertu de la décision n° 2015-0595 (telle que modifiée). La présente demande d'Inmarsat Global Ltd a pour but de renouveler dite autorisation en y ajoutant des fréquences supplémentaires afin de fournir une capacité additionnelle aux services existants d'Inmarsat. Ceci permettra de répondre aux besoins croissants de capacité pour servir des clients présents sur de multiples segments de marché et à travers de nombreuses applications tout en offrant un service de meilleure qualité et en assurant un choix croissant en termes de fournisseur de services. Depuis l'octroi de l'autorisation précédente en 2015, l'utilisation de services fixes par satellite sur terminaux ESOMPs n'a cessé d'augmenter en raison, entre autres, de l'expansion du marché IFC et de l'utilisation croissante par les clients dans le secteur maritime et des médias. Ces services font également l'objet d'une utilisation croissante dans le secteur gouvernemental et des partenaires de longue date et des acteurs majeurs de l'industrie développent des terminaux Global Xpress pour le secteur aérien et spatial français.

Les conditions opérationnelles du réseau de stations terriennes installées sur des plates-formes mobiles (ESOMP) fonctionnant avec des systèmes de satellites géostationnaires respectent pleinement les conditions techniques décrites dans les annexes de la décision ECC/DEC/(13)01, en particulier les puissances d'émission maximales autorisées pour les stations terriennes de 60 dBW (ESOMPS). Nous soutenons le point de vue de l'ARCEP selon lequel l'application des conditions techniques de la décision ECC/DEC/(13)01 est suffisante pour gérer les émissions radioélectriques indésirables.

En général, nous encourageons l'approche de l'ARCEP visant à imposer le respect des conditions techniques pertinentes, telles que présentées dans l'annexe 1, afin d'empêcher les interférences des systèmes non-géostationnaires avec les systèmes géostationnaires et autres systèmes non-géostationnaires. Un environnement sans interférence donne au secteur la confiance dont il a besoin pour innover et investir.

Annexe 1 : Conditions techniques pour assurer la coexistence entre différents services

Pour l'ESOMPS, les conditions techniques de l'ECC/DEC /(13)01 sont suffisantes.

Toutefois, pour la coexistence des systèmes non-géostationnaires et géostationnaires, les conditions techniques pertinentes sont contenues dans les limites de la densité de flux de puissance équivalente (EPFD) à entrée unique de l'article 22 de l'UIT-R et dans la résolution 76 de l'UIT sur les limites de la densité de flux de puissance équivalente agrégée. Ces conditions faciliteront l'exploitation des systèmes ESOMP avec les réseaux géostationnaires.

La Résolution 76 exige expressément que les administrations veillent à ce que le brouillage global causé aux réseaux OSG par les systèmes non-géostationnaires ne dépasse pas les limites prévues dans les Tableaux 1A à 1D de cette Résolution. Les limites d'EPFD à entrée unique que chaque système non-géostationnaires doit respecter individuellement ont été calculées sur la base d'une répartition entre un seul système non-géostationnaires d'une partie des limites d'EPFD « globales » applicables.

Un élément essentiel de l'évaluation de l'EPFD globale consiste à définir une méthodologie par laquelle plusieurs opérateurs non-géostationnaires réduiraient les niveaux d'EPFD en cas de dépassement. Une telle réduction du niveau d'EPFD doit être proportionnelle à la contribution de chaque système non-géostationnaires à l'EPFD globale. Un partage inéquitable du budget d'EPFD globale entre les systèmes non OSG entraverait les opportunités pour d'autres parties, y compris les systèmes non OSG nationaux et les nouveaux entrants.

Lors de l'examen de la coexistence entre systèmes non-géostationnaires, l'ARCEP devrait exiger le respect de conditions techniques garantissant que les grandes constellations non-géostationnaires partagent efficacement les fréquences et les ressources orbitales avec d'autres systèmes non-géostationnaires, en particulier lorsque les candidats n'ont pas conclu d'accord de coordination. Viasat recommande d'introduire, au stade de l'accès au marché, une condition exigeant une séparation des « angles de vue », selon laquelle les grands systèmes non-géostationnaires desservant un pays sur des fréquences qui se chevauchent diviseraient la gamme des azimuts des satellites telle qu'elle est vue depuis un endroit sur Terre avec d'autres systèmes non-OSG chaque fois qu'un risque d'interférence entre systèmes non-géostationnaires/non-géostationnaires existe à cet endroit.